
CONJONCTURE DU TROISIEME TRIMESTRE 2018

I. Appréciation générale

Les données relatives au troisième trimestre de l'année 2018 ne modifient pas sensiblement les caractéristiques présentées dans le dernier bulletin de conjoncture.

Les signaux positifs relevés se consolident. C'est le cas de la relance de la croissance du PIB et, dans une moindre mesure, des créations d'emploi, grâce à l'excellente campagne oléicole et de dattes et à la reprise de l'activité touristique. C'est le cas aussi du déficit budgétaire qui enregistre un allègement significatif en relation avec les nouvelles mesures fiscales et l'amélioration de la collecte des impôts.

Les graves dysfonctionnements et fragilités dont souffre l'économie demeurent également. Ils sont même exacerbés par la persistance des tensions sociales, l'envolée des cours du pétrole sur le marché international et les retards pris dans la mise en oeuvre des grandes réformes annoncées. C'est pourquoi, la perception générale de la situation économique demeure plutôt négative, marquée par de fortes pressions inflationnistes, un chômage élevé touchant en particulier les jeunes et les femmes, une aggravation de la situation de la balance commerciale et de la balance des paiements, une dépréciation continue du dinar et un alourdissement de la dette extérieure.

Par ailleurs, les perspectives de redressement semblent, du moins à court terme, limitées et la confiance continue à se situer à un niveau bas se reflétant, notamment, par un essoufflement de l'effort d'investissement. C'est dire, encore une fois, l'urgence de la mise en oeuvre rapide du paquet de réformes structurelles annoncées par le Gouvernement à l'effet de traiter, en profondeur, les différentes sources de dysfonctionnement qui existent et de retrouver un nouveau souffle de croissance et de développement sur des bases viables et durables

II. Appréciation des différents indicateurs

I. Production et Investissement

Confirmation de la reprise de la croissance du PIB

La croissance du PIB aurait atteint, selon la dernière enquête de l'INS, 2.8 pourcent en termes de glissement sur 12 mois au cours du deuxième trimestre de l'année 2018, consolidant le palier de croissance de 2.5 pourcent atteint au cours du premier trimestre de

l'année contre un palier de 1.9 à 1.8 pourcent durant la période correspondante de l'année 2017.

Au regard du premier semestre de l'année précédente, Il est relevé, comme le montre le tableau suivant, un bon comportement de l'agriculture, du tourisme, des transports et des services financiers avec des croissances supérieures à 2.5 pourcent aux prix constants et un fléchissement des industries mécaniques et électriques et du secteur de la poste et des télécommunications en relation avec l'essoufflement de l'investissement au niveau de ces deux secteurs.

Glissement sur 12 mois(%)	1 ^{er} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2018
Agriculture	-8.0	+4.0	+10.4
Industrie agro-alimentaire	+3.5	-1.4	+9.5
Hôtellerie et restauration	-7.8	+8.1	+10.4
Services financiers	+3.7	+7.5	+ 6.0
transports	+0.2	+4.5	+3.9
Ind mécanique- électrique	2 .2	2.5	2.3
Poste et télécom	5.4	4.1	2.2

En revanche, une nouvelle baisse de la valeur ajoutée du secteur des hydrocarbures et des phosphates est enregistrée en relation avec les problèmes sociaux qui ont entravé les programmes de développement et d'exploitation d'un certain nombre de sites de production. Il en est de même des industries des matériaux de construction en relation avec le fléchissement de l'activité du bâtiment et génie civil.

Glissement 12 mois (%)	1 ^{er} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2018
Industrie chimique	+28.7	-4.0	-9.5
Matériaux construction	+1.9	-7.5	-3.8
Hydrocarbures	-10.7	-7.5	-1.9
Bâtiment et génie civil	+3.0	-2.2	-0.5

Concernant les perspectives du troisième trimestre 2018, certains indicateurs sont positifs. Ils concernent :

- ▮ Le tourisme qui enregistre une forte augmentation des recettes en devises de 49 pourcent au cours du troisième trimestre 2018, ce qui correspond à près de 34 pourcent en euros et l'arrière-saison paraît à ce stade relativement prometteuse.
- ▮ Les importations de produits intermédiaires qui augmentent de 25 pourcent en dinars (soit 13 pourcent en euros) au cours du troisième trimestre consolidant la tendance du premier semestre (26 pourcent en dinars et 9 en euros).

En revanche d'autres indicateurs sont moins favorables. Ils se rapportent à :

- ▮ La campagne céréalière qui serait, au vu des dernières données, légèrement en retrait de celle de la dernière année. Le volume collecté à fin août 2018 s'élève 7.75 millions de quintaux contre 8.13 millions de quintaux au cours de la même période de l'année précédente.
- ▮ L'exportation de biens qui enregistre un essoufflement malgré la poursuite du glissement du dinar. L'augmentation au cours du troisième trimestre 2018 se limite à 6.9 pourcent ce qui correspond à une baisse de 3.3 pourcent pour les exportations en euros contre, respectivement, 26 pourcent et 8 pourcent pour les six premiers mois de l'année 2018.

De la sorte et compte tenu de ces différentes indications, la croissance globale du PIB est officiellement révisée à 2.6 pourcent pour l'ensemble de l'année 2018, soit un taux en retrait de 0.4 point par rapport aux prévisions initiales.

A titre d'éclairage la croissance mondiale attendue au cours de l'année 2018 est de 3.9 pourcent, celle de la zone euro est de 2.2 pourcent alors que celle du Maroc serait de 3 pourcent.

Maintien de l'investissement à un faible niveau

L'investissement continue à se situer à un faible niveau, sous la barre de 20 pourcent du PIB. Tous les indicateurs y afférents le reflètent.

En effet, les importations de biens d'équipement enregistrent une faible évolution en dinar constant (par rapport à l'euro), de l'ordre de 1 pourcent pour les neuf premiers mois, sous-tendant une augmentation de 3 pourcent au cours du premier semestre et une baisse de plus de 1 pourcent au cours du troisième trimestre de 2018.

Les investissements directs étrangers enregistrent au cours des neuf premiers mois de l'année 2018 une quasi-stabilisation des flux en euros. Les apports dans l'exploration et de l'exploitation pétrolière baissent de 2.6 pourcent environ. Il en est également des IDE dans l'industrie manufacturière et dans l'agriculture avec des baisses des flux en euros

respectivement de 3.6 et 34.5 pourcent. En revanche, il est relevé un bon comportement des IDE dans les services avec une augmentation des flux en euros de 22 pourcent consolidant la forte tendance haussière relevée une année auparavant .

IDE en MDT	9 mois 2017	9 mois 2018	Evolution(DT)	Evolution(€)
Energie	707.8	788.0	+11.3%	-2.6%
Industrie	645.3	710.9	+10.2%	-3.6%
Services	163.4	228.1	+39.6%	+22.1%
Agriculture	15.8	11.8	-26.2%	-34.5%
Total	1532.4	1738.7	+13.5%	-0.7%

Le redressement de l'investissement pour le reste de l'année pour se rapprocher de la barre de 20 pourcent du PIB parait, à cet égard, difficile compte tenu de la forte décélération des déclarations des intentions d'investissement dans les industries manufacturières et les services à moins d'une forte amélioration du taux de réalisation des déclarations d'investissement.

Déclarations en MDT	9 mois 2017	9 mois 2018	Evolution
Industries manufacturières	2662.3	2732.6	+ 2.6%
Services	1413.3	1068.3	-24.4%
Total	4075.6	3800.9	-6.7%

A titre d'éclairage le taux d'investissement du Maroc serait de 33 pourcent en 2018 soit un taux dépassant de 14 points de pourcentage du PIB celui de la Tunisie. Le taux d'investissement de la zone euro a été de 20.5 pourcent en 2017 sous-tendant de faibles taux pour la Grèce (12.6 pourcent), le Portugal (16.2 pourcent) et l'Italie (17.5 pourcent et des taux relativement élevés pour la Tchéquie (25.2 pourcent), L'Irlande (23.4 pourcent) et la France (22.4 pourcent).

2. Emploi et inflation

Création de 39 000 emplois dans les activités marchandes

La dernière enquête de l'INS fait ressortir, par rapport au deuxième trimestre 2017, une augmentation de la population occupée de quelques 39 000 au cours du deuxième trimestre

2018, répartie à hauteur de 80 pourcent au niveau des hommes et 20 pourcent seulement au niveau des femmes.

Les créations ont été réalisées à hauteur de 70 pourcent environ au niveau des services marchands. En revanche, l'effectif de la fonction publique (éducation, santé et administration) se stabilise depuis le premier trimestre 2015 à 660 000 agents publics.

Population occupée en 1000	2 ^e trimestre 2016	2 ^e trimestre 2017	2 ^e trimestre 2018
Agriculture et pêche	502.4	509.9	506.7
Industries manufacturières	630.9	632.8	646.5
• Dont l'agro-alimentaire	(87.1)	(92.0)	(96.2)
• Ind. méca. électriques	(148.6)	(153.6)	(153.6)
• Textiles, Habillements	(237.7)	(232.5)	(242.1)
Industrie non manufacturière	504.0	513.2	525.4
• Dont le Bâtiment et TP	(467.3)	(475.6)	(488.5)
Services marchands	1 105.4	1 126.7	1 153.6
• Dont tourisme	(119.0)	(128.0)	(139.8)
Administration publique	660.1	659.9	661.6
Total population occupée ¹	3 417.6	3 458.1	3 497.7

Maintien du chômage à un niveau élevé

A la lumière des créations d'emplois ci-dessus présentées, le chômage demeure élevé. Malgré le ralentissement de la demande² consécutif à la transition démographique, il toucherait 638 000 personnes à fin juin 2018, ce qui correspond à 15.4 pourcent de la population active.

Près de 350 000 chômeurs, soit 56 pourcent du total, se localisent dans les régions côtières du Nord et du Centre qui ont un taux de chômage variant entre 9.9 et 16.7 pourcent et

¹ Le total de la population occupée prend en compte les emplois non ventilés par branche d'activité qui a été de 15 600 au 2^e trimestre 2017 et 3900 au 2^e trimestre 2018

² La population active n'augmente que de 51 000 entre juin 2017 et juin 2018

288 000 dans les régions du Sud et de l'Ouest du pays qui ont un taux de chômage variant entre 18.3 et 25.1 pourcent

Données 2 ^e trimestre	2017	2018	Taux de chômage
Grand Tunis	191.1	189.8	De 17% à 16.7%
Nord et Centre (Est)	158.6	160.4	De 10% à 9.9%
Nord et Centre (Ouest)	141.7	152.3	De 17% à 18.3%
Sud Est et Ouest	134.7	135.5	De 24.8% à 25.1%
Total	626.1	638.0	De 15.3% à 15.4%

Par ailleurs, le chômage des diplômés, quoiqu'en baisse de quelques 1600 personnes par rapport au premier trimestre 2018, demeure élevé particulièrement pour le genre féminin. Le taux de chômage des diplômés est en moyenne de 29.2 pourcent de la population active concernée, soit 18 pourcent pour le genre masculin et 38.6 pourcent pour le genre féminin.

A titre d'éclairage, le taux de chômage s'est établi en mai 2018 dans l'Union Européenne à 7 pourcent de la population active soit le taux le plus bas enregistré depuis 2008.

Stabilisation de la hausse des prix à un palier élevé

L'inflation, après une tendance haussière au cours des six premiers mois de 2018, enregistre un léger repli pour se situer, en termes de glissement sur douze mois, à 7.4 pourcent en septembre 2018.

Comparativement à 2017, le glissement annuel enregistre un accroissement de près de 2 points imputable, comme le montre le tableau ci-dessous, aux secteurs de l'habillement-chaussures, des transports et de l'habitat. Ces trois groupes, qui représentent près de 37 pourcent du budget moyen de la famille tunisienne, enregistrent un glissement annuel des prix au terme du mois de septembre 2018 de 8.9 pourcent environ contre 6.1 pourcent en septembre 2017.

Glissement sur 12 mois	pondération	Septembre 2016/2015	Septembre 2017/2016	Septembre 2018/2017
Alimentation	28.1	3.4	6.0	5.8
Habillement, chaussures	8.4	9.2	4.9	8.2
Habitat	17.0	5.8	4.1	6.1

Transports	12.1	2.5	6.8	13.3
Autres	34.4	3.4	4.9	7.0
Indice général des prix	100.0	4.2	5.5	7.4

L'analyse de l'évolution des prix par régime révèle, par ailleurs, que les produits non administrés, soumis aux lois du marché de l'offre et de la demande, ont augmenté sur douze mois de 8 pourcent contre 5 pourcent pour les prix administrés ; sachant que les crédits ordonnancés pour compenser notamment les prix des dérivés de céréales, du sucre et de l'huile végétale ont atteint 806 MDT à fin juillet 2018.

A titre d'éclairage, le glissement annuel des prix à la consommation familiale attendu en 2018 serait de 2 pourcent dans la zone euro et de 2.1 pourcent pour le Maroc.

3. Les échanges extérieurs

Ralentissement des exportations de biens

Après l'embellie du premier trimestre consécutive à l'excellent comportement des exportations d'huile d'olive, une certaine décélération d'un trimestre à l'autre est enregistrée comme le montre le tableau ci dessous :

Evolution des exportations ³	Evaluation en DT	Glissement DT/€	Evaluation en €
Premier trimestre	+ 35.2%	21.4%	+ 11.4%
Deuxième trimestre	+ 19.1%	13.8%	+ 4.7%
Troisième trimestre	+ 6.9%	10.6%	- 3.3%
Neuf mois	+ 19.8%	14.3%	+ 4.8%

La décélération relevée au cours du troisième trimestre 2018 est particulièrement accentuée pour les exportations non alimentaires qui accusent une augmentation limitée à 4 pourcent (correspondant à une baisse de 6 pourcent en euros) sous l'effet notamment de l'essoufflement des exportations des produits mécaniques et électriques (+5.6 pourcent en dinars et une baisse de 4.6 pourcent en euros) et d'une baisse des exportations de l'énergie et des phosphates et dérivés comme le montre le tableau suivant :

³ Evolution par rapport à la période correspondante de 2017

Augmentation en %	1 ^e semestre 2018	3 ^e trimestre 2018	9 premiers mois
Agro-alimentaire	71.8	35.0	61.0
Habillements, chaussures	22.9	12.8	19.5
Ind. mécaniques et électriques	19.4	5.6	14.7
Phosphates et dérivés	-6.7	-9.4	-7.8
Energie et lubrifiants	33.1	-37.0	0.8
Accroissement des biens en DT	26.6	6.9	19.8
Accroissement en euros	8.8	-3.3	4.8

L'essoufflement du secteur des industries mécaniques et électriques qui contribue à près de la moitié du total des exportations de biens, est précédé par un ralentissement des investissements au niveau de ce secteur, ce qui doit constituer une source de préoccupation requérant une étude approfondie pour en déterminer les causes et identifier les mesures requises pour en assurer la relance.

Accélération des importations de biens

La tendance haussière des importations s'accroît en dinars constants d'un trimestre à l'autre. L'augmentation aura été durant le troisième trimestre de l'année en cours de près de 23 pourcent en dinars et aux alentours de 11 pourcent en euros contre respectivement près de 21 pourcent et 4 pourcent pour les deux trimestres précédents.

L'augmentation pour les neuf premiers mois de 2017 se trouve, de la sorte, portée à un taux nominal de 21 pourcent, dépassant de 1.2 point l'accroissement des exportations au cours de la même période. Elle est imputable à hauteur de 88 pourcent à la facture énergétique et aux importations du secteur productif⁴ (matières premières et demi-produits, biens d'équipement et importations temporaires des produits de consommation destinés à être transformés pour être réexportés) et 12 pourcent seulement au niveau des importations de biens de consommation alimentaire et non alimentaire destinés au marché intérieur.

⁴ Correspondant aux importations des matières premières et demi-produits, des biens d'équipement et des importations temporaires des produits de consommation destinés à être transformés pour être réexportés

Importation en MDT	9 mois 2017	9 mois 2018	Augmentation
Intrants ⁵	16 095	19 544	3 449(45.5%)
Biens équipement	9 337	10 591	1 254 (16.5%)
Energie	4 283	6 279	2 295 (30%)
Sous-total	29 715	36 414	6 699 (88%)
Biens de consommation ⁶	6 374	7 251	877 (12%)
Total	36 089	43 665	7 576 (100%)

Forte aggravation du déficit commercial

Le déficit commercial se creuse d'un trimestre à l'autre. Il était de 3.65 milliards au terme du premier trimestre ; il a atteint 8,2milliards à fin juin 2018 et se trouve porté à 14.2 milliards de dinars en septembre 2018.

Le déficit commercial se localise, sur le plan de la répartition par groupements de produits, à hauteur de 40 pourcent au niveau des matières premières et demi-produits, 33 pourcent au niveau du secteur énergétique et 22 pourcent au niveau des biens d'équipement.

Il se localise, par ailleurs, sur le plan géographique, à hauteur de 60 pourcent au niveau de quatre pays, en l'occurrence la Chine (déficit de 4 milliards de DT), l'Italie (déficit de 2.1 milliards de DT), la Turquie (déficit 1.6 milliard de DT) et la Russie (1 milliard de DT).

Le taux de couverture des importations par les exportations enregistre, de son côté, un recul de 0.7 point par rapport à 2017 pour se situer en septembre 2018 à 67.5 pourcent. Il varie entre 92 pourcent pour les échanges avec l'Union Européenne et 6 pourcent seulement pour les échanges avec la Chine.

Commerce extérieur	Déficit commercial en MDT	Taux couverture des échanges
Union Européenne	1 800	92%
Dont Italie	(2 106)	(69%)
Chine	3 958	6.1%

⁵ Le total inclut les importations de biens de consommation réalisés dans le cadre du régime temporaire destinés à être transformés pour être réexportés

⁶ Biens de consommation alimentaire et non alimentaire

Turquie	1 609	18%
Russie	990	4.6%
Autres	5 826	55.5%
Total	14 183	67.5%

Nouvelle aggravation du déficit courant de la balance des paiements

L'aggravation du déficit de la balance commerciale n'est compensée que partiellement par l'amélioration des recettes touristiques et des transferts des revenus des Tunisiens à l'étranger.

En se référant aux données relatives aux huit premiers mois, l'excédent de la balance des services et des revenus facteurs est évalué, en effet, par la Banque Centrale de Tunisie à quelques 4 500 MDT pour les huit premiers mois de l'année 2018 enregistrant une forte augmentation, de l'ordre de 36 pourcent, grâce à l'importante relance du tourisme. Il en résulte, comparativement aux huit mois de 2017, une augmentation du déficit de l'ensemble des opérations courantes de la balance des paiements de quelque 0.9 milliard et 0.2 point du PIB ; ce qui ne permet pas de s'attendre à un redressement significatif du déficit pour l'ensemble de l'année à moins d'une forte relance des exportations de biens, difficilement envisageable à ce stade en raison du manque « d'offre exportable ».

Balance 8 mois en MDT	2016	2017	2018
Balance commerciale	-8 259	-10 068	-12 160
Balance des services et des revenus	+3 041	+3 301	+4 485
Solde courant balance paiements	-5 218	- 6 767	-7 675
Taux par rapport au PIB	5.8%	7.0%	7.2%

III. L'équilibre budgétaire et financier

Maintien des pressions sur l'équilibre monétaire

Les pressions sur le système monétaire se maintiennent à un niveau élevé amenant les autorités monétaires à relever à deux reprises le taux directeur du marché monétaire et à accroître de plus de 50 pourcent leur volume de refinancement de l'économie ; celui-ci

passé de 9.4 milliards de dinars fin septembre 2017 à 15.5 milliards de dinars à fin septembre 2018.

Les variations qui méritent d'être signalées concernent les paramètres suivants :

- ▮ Les billets et monnaies en circulation qui continuent à progresser à un rythme de l'ordre 8.8 pourcent sur douze mois. Un plan de décaissage serait en instance d'être annoncé par les autorités monétaires en vue de privilégier les moyens de paiement électronique.
- ▮ L'encours des bons du trésor assimilables qui progresse de 8.4 pourcent reflétant la relative détente des pressions sur le budget de l'Etat comme cela sera présenté plus loin.
- ▮ Les avoirs en devises qui enregistrent une baisse de 1 milliard de dinars sur douze mois malgré le déblocage de la quatrième tranche des facilités du FMI et du prêt de 500 millions de dollars accordé par la Banque Mondiale. L'émission d'un emprunt obligataire sur le marché financier au cours des prochaines semaines devrait permettre, toutefois, de retrouver un taux de couverture des importations par les avoirs en devise assez proche de celui de l'année précédente, soit près de 100 jours au lieu de 75 jours actuellement.
- ▮ Le glissement du dinar par rapport aux principales devises qui continue quoique à un rythme moins soutenu. La dépréciation du dinar face à l'euro se ramène de 21.4 pourcent au cours du premier trimestre de 2018 à 13.8 pourcent au cours du deuxième trimestre 2018 et à 10.6 pourcent au cours du troisième trimestre.

Redressement relatif de la situation des finances publiques

Les données disponibles se rapportent aux sept premiers mois de 2018. Elles révèlent, comparativement à la période correspondante de l'année précédente un excellent comportement des recettes propres permettant un allègement significatif du déficit budgétaire comme le révèle le tableau ci-dessous :

Paramètres	7mois 2017	7 mois 2018	Loi des finances 2018
Recettes propres	+ 6.2%	+20.7%	+10.6%
Dépenses hors principal dette	+11.9%	+9.4%	+4.1%
Déficit budgétaire en MD	3 271	2 099	5 216

La mise en œuvre des nouvelles mesures adoptées dans le cadre de la loi des finances⁷, conjuguée à la relance de la croissance et à la forte progression des importations permet un accroissement de 20.7 pourcent des recettes propres contre une augmentation prévue dans le cadre de la loi des finances de 10.6 pourcent seulement pour l'ensemble de l'année.

Les dépenses de l'Etat, hors principal de la dette, augmentent, pour ce qui les concerne, à un taux de 9.4 pourcent, soit un taux en retrait de 2.5 points par rapport à la période correspondante de 2017 (+ 11.9 pourcent), grâce à la stabilisation des ordonnancements au titre des dépenses de gestion contre un accroissement de 9.3 pourcent une année auparavant.

De la sorte et malgré la progression soutenue du paiement des intérêts de la dette publique (+ 23 pourcent), le déficit budgétaire enregistre une baisse de 33 pourcent, plus accentuée que la baisse prévue dans le cadre de la loi des finances (13 pourcent).

Cette embellie ne pourra pas, cependant, se maintenir totalement pour le reste de l'année étant donné l'impact de l'appréciation du dollar et l'envolée des cours du pétrole sur les engagements de l'Etat en matière de compensation des produits de base et de subvention des produits énergétiques.

Une révision à la hausse des dépenses de l'Etat pour un montant de 1.4 milliard de dinars, financée par la réévaluation d'un montant égal des recettes propres, a été, à cet égard, introduite dans le cadre de la loi des finances complémentaire soumise à l'Assemblée des Représentants du Peuple. Cela permet d'allouer 1800 MDT à la compensation des produits de base (contre une prévision initiale de 1570 MDT) et 2700 MDT au titre des subventions du secteur énergétique (contre une prévision de 1500 MDT) et ce malgré les multiples ajustements des prix des carburants sur le marché intérieur.

Ceci dit, d'importantes pressions continuent à peser sur le secteur public en relation avec la situation des caisses de sécurité sociale et des entreprises publiques. Et une nouvelle augmentation de la dette publique est attendue pour l'année 2018. Le taux par rapport au PIB, actuellement prévu dans le cadre du projet de loi des finances complémentaire, serait de 71.7 pourcent contre 69.2 pourcent en décembre 2017

III. Conclusion

La situation économique continue, malgré les efforts déployés, à être particulièrement difficile, marquée par d'importantes tensions sociales, alimentées par les niveaux élevés d'inflation et de chômage et se distinguant par de fortes dégradations des équilibres financiers, amplifiées par la facture énergétique de plus en plus lourde et la détérioration des termes de l'échange.

⁷ Dont le relèvement de la TVA d'un point, l'institution d'une taxe de solidarité correspondant à 1 pourcent des salaires et des bénéfices

La démarche suivie, jusqu'ici, à travers notamment des mesures axées sur la politique monétaire et de change et sur la mobilisation de ressources additionnelles tant intérieures qu'extérieures a atteint ses limites étant donné le niveau d'endettement qui en résulte.

Il est temps qu'il y ait une accélération du processus de réforme pour traiter en profondeur les distorsions et les dysfonctionnements, optimiser l'allocation des ressources, libérer les importantes énergies latentes et retrouver les conditions d'une croissance soutenable et viable. La majorité des réformes requises sont, certes, identifiées ; certaines d'entre elles ont même fait l'objet de projets de loi transmis à l'Assemblée des Représentants du Peuple mais elles tardent à être adoptées. Pourtant, la Tunisie n'a d'autres choix que d'en accélérer la mise en œuvre.

Il est temps, aussi, que des stratégies sectorielles appropriées soient engagées pour exploiter l'amélioration de l'environnement général projeté. Cela doit concerner tous les secteurs et plus particulièrement les secteurs pouvant réduire rapidement les factures d'importation et engranger des ressources en devises nettes substantielles en l'occurrence le tourisme, les phosphates et les hydrocarbures ; ce sont précisément les trois secteurs les plus sinistrés depuis 2011 et dont le redressement pourrait modifier rapidement dans un sens favorable l'équation du développement de la Tunisie.

Pour conclure la Tunisie se trouve de nouveau dans la croisée des chemins. Tout doit être fait pour que le pays emprunte la voie passante permettant d'accéder à de nouveaux paliers répondant mieux aux attentes. La société civile devra y contribuer.

Mots clés : Conjoncture économie tunisienne troisième trimestre 2018 ; conjoncture Tunisie septembre 2018 ; situation économique Tunisie

Forum Ibn Khaldoun 24 octobre 2018